



L'actualité est à la régression sociale généralisée, dont une "réforme" des retraites qui nous fait payer la crise capitaliste. Dans l'Éducation Nationale ce sont des suppressions massives de postes, la précarisation des personnels et l'introduction de techniques de management qui détournent ses missions de service public au profit des entreprises privées.

La CNT-FTE considère qu'il faut une mobilisation le 6 et le 7 septembre 2010 afin de construire dès le premier trimestre, un mouvement social puissant et durable.

Ce n'est que par une mobilisation à la base et solidaire entre les établissements que nous pourrons gagner. Cela passe donc par des AG d'établissement, de secteur, de région, voire même nationales comme ce fut le cas en 2008-2009.

Globalement, ce sont bien nos conditions de travail et celles de vie des enfants qui se dégradent !

Il est urgent d'articuler l'exigence de moyens à un projet alternatif d'école. Nous voulons un autre budget pour une autre école, nous voulons relancer les fonctions démocratique et émancipatrice de l'école. Nous voulons éduquer, c'est-à-dire émanciper.

C'est dans ce but que nous encourageons l'ensemble des personnels de l'éducation nationale à se réunir dès la rentrée pour décider des actions à mener. Pour l'ensemble de la CNT-FTE, **il est urgent de :**

- se concerter sur notre lieu et notre temps de travail pour définir les moyens dont nous avons besoin.
- se battre pour la titularisation des précaires, contractuels et vacataires, sans condition de concours ni de nationalité.
- refuser l'application des mesures pédagogiques réactionnaires (note de vie scolaire, socle commun, nouveaux programmes du primaire, évaluations nationales, etc.)

**6 et 7 septembre dans la rue...
Après on continue !!!**

Depuis 6 ans ce sont 46 000 postes qui ont été sacrifiés par les ministères successifs faisant augmenter le nombre d'élèves par classe au détriment évident de la qualité de l'enseignement.

Le gouvernement nous impose aussi la réforme du recrutement des enseignant-es et la disparition des IUFM. Les professeurs stagiaires vont faire une entrée catastrophique dans le métier avec un plein temps en responsabilité et parfois sans aide (refus en masse, justifié, de la fonction de tuteur).

La multiplication de statuts différents au sein de l'EN, y compris les emplois précaires rend plus ardue la mise en place d'actions collectives de solidarité et de lutte.

La formation professionnelle est dévalorisée avec la disparition des BEP et le Bac pro en 3 ans, ce qui permet une suppression de 10 000 postes !

Le ministère nous impose ses orientations élitistes au travers d'un socle commun au collège et d'une réforme des lycées !

- refuser les heures supplémentaires car les accepter, c'est cautionner les suppressions de postes.
- défendre une formation professionnelle coopérative, c'est à dire en co-apprentissage et tout au long de la carrière
- lutter contre le remodelage en profondeur de notre métier à travers des orientations antipédagogiques et sécuritaires (fichiers Base-élève et Sconet, évaluations nationales, projet CLAIR, brigades d'interventions dans le secondaire, biométrie ...)

L'Éducation n'est pas le seul secteur touché malheureusement puisque la logique de l'État est globale. Nous devons donc nous opposer collectivement, sans distinction, au delà des corporatismes professionnels dans lesquels on nous contraint. Il s'agit pour toutes et tous, par une grève générale interprofessionnelle, de lutter pour travailler tous, moins et autrement, en répartissant toutes les richesses.

Formation des Maîtres
LA VRAIE RÉFORME



TOUS ET TOUTES EN GRÈVE

A partir de la rentrée, 105 établissements (de l'éducation prioritaire) vont expérimenter le programme CLAIR (Collèges et Lycées pour l'Ambition, l'Innovation et la Réussite). Ce dispositif sera généralisé à la rentrée 2011 et deviendra la norme pour l'éducation prioritaire ou ce qu'il en restera. Ce programme est supposé répondre aux « difficultés en matière de climat scolaire et de violences ». Il permettra surtout d'expérimenter la gestion libérale de l'école de demain grâce à 4 grands axes :



Une révolution managériale

Le recrutement direct par les chefs d'établissement est instauré. Cela concernera d'abord les postes libérés après le mouvement intra 2010 mais aboutira à terme à un *profilage de tous les postes* (enseignants comme non-enseignants). Les personnels devront faire « acte de candidature » auprès du chef d'établissement qui les sélectionnera par un entretien individuel. Ils y seront affectés pour 5 ans et recevront une *lettre de mission individualisée*. C'est sur la base de ces objectifs qu'ils seront évalués et verront leur carrière progresser. Des « *rémunérations complémentaires* » sont prévues pour ceux qui accepteraient ces postes mais en contrepartie d'une « *refonte* » de l'ensemble des régimes *indemnitaires* de l'Éducation prioritaire...

Ceux qui « n'adhèrent pas au nouveau projet seront encouragés à rechercher une autre affectation ». Même chose pour les chefs d'établissements qui sont invités à partir s'ils ne souhaitent pas s'inscrire dans ce dispositif. On comprend le but de la manœuvre : s'assurer la

tranquillité dans les établissements de l'éducation prioritaire, remuants et peu enclins aux H. sup' ... Des chefs, à la botte du ministère, vont donc pouvoir se choisir de vraies gardes rapprochées. Cela va dans la logique actuelle de l'augmentation de leurs pouvoirs pédagogiques et administratifs : recrutement du personnel vie scolaire, extension des prérogatives du conseil pédagogique, possibilité d'imposer encore plus facilement la DHG, entretiens d'évaluations, autonomie croissante et contractualisation des établissements... Petit à petit les pièces s'assemblent et de dessine la perspective d'EPLÉ gérés à la façon de mini-entreprises par des « managers publics ».



Un « préfet des études » par niveau.

Sorte de « super CPE », ils seront les « responsables pédagogiques et éducatifs » pour chaque niveau. Recrutés parmi les enseignants et CPE volontaires, « membres de l'équipe de direction », ils auront des missions étendues recoupant largement celles des personnels en place (CPE, PP...) : assister le C.E. pour animer la « vie de l'établissement », coordonner le « travail pédagogique et éducatif des équipes », organiser la vie scolaire, accompagner les élèves et suivre les familles... Il s'agit donc clairement d'une *nouvelle hiérarchie intermédiaire* qui viendra renforcer la pression hiérarchique actuelle et la remise en cause de notre liberté pédagogique !

Un alibi pédagogique

Si nous étions naïfs, nous serions enthousiasmés par la large ouverture à « l'expérimentation » pédagogique promise dans le cadre de CLAIR. Mais il ne s'agit là que d'un trompe-l'œil dans le cadre d'une autonomie qui ressemble plus à une dictature managériale du chef d'établissement qu'à l'autogestion !

Tout sécuritaire

Les établissements CLAIR seront au centre de la politique sécuritaire du ministère : « *diagnostics de sécurité* » (réalisés par les collectivités pour les bâtiments) suivi de « *diagnostics de sûreté* », réalisés par police ou gendarmerie avec qui la liaison est renforcée, intervention prioritaire des EMS (Équipes mobiles de sécurité)... Des établissements bunkérisés, les élèves ciblés comme délinquants suivis par des policiers référents et autres crypto-vigiles des rectorats, c'est ça l'alternative pédagogique pour la ZEP ? Pour la CNT FTE, il faut mettre en échec cette nouvelle attaque contre l'éducation prioritaire, non seulement dans les bahuts concernés dès 2010 mais aussi avec le soutien de tous ceux qui seront touchés en 2011.

Au delà des grèves de rentrée, les pistes de résistance sont multiples : boycott du conseil pédagogique, refus de remplir les livrets de compétence du socle commun, refus collectifs de toute individualisation des objectifs par les chefs d'établissements (boycott des entretiens individuels et des lettres de mission), refus de la contractualisation des moyens... Tous ces actes de « sabotage » pédagogique et administratif n'auront bien sûr de sens et de poids que s'ils sont décidés collectivement à l'échelle des établissements voire coordonnés au sein des bassins ou réseaux.

Un Kit de survie pour les nouveaux profs

En cette rentrée 2010, suite à la réforme de la formation des enseignants, les lauréats du concours de juin vont être directement parachutés dans des classes à temps complet sans bénéficier de l'accompagnement et de la formation dispensés jusqu'à présent par les IUFM. Soucieux de venir en aide à ces professeurs débutants, Forprof, un institut de formation privé propose des stages d'été de formation "accélérée" et prétend pouvoir leur fournir une trousse de premiers secours pédagogique pour assurer leur survie lors de la prise en charge de leur classe. Bien entendu ce service a un coût, 600 euros pour 5 jours de formation et seuls ceux qui pourront mettre la main à la poche s'offriront ce petit kit qui est présenté comme indispensable et même vital pour réussir ce début de carrière. Pour le reste de l'année scolaire, on leur propose également des séances de coaching pédagogiques personnalisées assurées par des professeurs retraités disponibles 7 jours sur 7. On ne peut que dénoncer cette marchandisation de la formation qui se développe pour palier l'absence d'une réelle formation mais plus largement dénoncer cette réforme qui anéantit la formation des enseignants en les laissant seuls sans filet entrer dans le monde de l'éducation. Il ne s'agit pas de regretter les iufm dont les méthodes et les fonctionnements ont montré leurs limites mais de réclamer et de défendre une formation de qualité qui répondrait aux besoins de tous les nouveaux enseignants.

Classes-en-Lutte n°114 - septembre 2010

La CNT-FTE est un syndicat indépendant qui fonctionne sans subvention, uniquement avec les cotisations des adhérents. La CNT-FTE tourne en autogestion, tout est décidé en assemblées générales dans chaque syndicat, les mandats sont tournants et révocables à tout moment, il n'y a pas de permanents et tout travail est

bénévole. Chaque syndicat appartient à une fédération. Nous appartenons à la fédération des travailleurs-ses de l'éducation. L'ensemble des fédérations forme la confédération. UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. DE COMBAT !

Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée.

ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement... un projet révolutionnaire.